

L'HUMAIN POUR MOTEUR ET EXIGENCE

Perspectives

Economie & Humanisme

Quatre inflexions apparaissent essentielles pour une relecture de la notion de développement humain et surtout pour une activation, urgente, des responsabilités à son service. Elles sont en recouplement et en convergence.

Une démocratisation jamais achevée

On n'insistera jamais assez sur la question de la démocratie, du partage éclairé des choix entre acteurs politiques, experts, acteurs socio-économiques et simples citoyens. La participation des habitants, que nombre des politiques publiques appellent de leurs vœux, nécessite des changements culturels importants. L'expression des habitants doit être écoutée, entendue, soutenue véritablement autant dans les formes nouvelles ou maintenues de démocratie participative (consultations directes, instances de co-production avec les habitants comme les Conseils de quartier ou les Conseils de développement...) que dans les formes plus classiques de démocratie représentative (respect de l'expression de l'opposition). Parce que le développement durable repose la question de l'intérêt général à long terme, il nous pousse à des pratiques plus exigeantes de « gouvernance » sur les territoires (1). Il nécessite de mieux partager les savoirs et la réflexion prospective sur les dossiers. Les rapports de forces et oppositions doivent pouvoir s'exprimer, et faire en final l'objet d'arbitrages portés par les élus. À ce titre, l'éducation, tout au long de la vie, à un développement de qualité véritablement humaine, et à la solidarité qui en découle, est essentielle. En la matière les sociétés d'opulence ont souvent à recevoir des organisations du « Sud » (2).

Un éclairage des finalités du développement économique

Certains des acteurs économiques, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie ou les services, ont commencé, à travers des réalisations, à exprimer leur propre sensibilité sur les enjeux du développement durable. Travailler sur ce concept en entreprise, comme épargnant, comme consommateur, ou dans un syndicat, permet d'en réinterroger les finalités et d'inventer de nouvelles formes de débat. Quelle est l'utilité sociale d'un produit, quel est le sens de la performance économique générée collectivement et sur un territoire ? Et comment faire de ces questions qui touchent à la politique générale de l'entreprise, y compris bien sûr à son impact environnemental, un levier d'information, de for-

(1) Deux références récentes sur ce sujet : les ouvrages de **Bertrand Zuideau** (dir.), *Développement durable et territoire*, Presses Universitaires du Septentrion, 2001 et de **Paul Houé**, *Le développement local au défi de la mondialisation*, l'Harmattan, 2001. Cf. également les travaux de l'axe « Démocratie et développement des territoires » d'**Economie & Humanisme**.

(2) Cf. en particulier l'action en Afrique de l'ouest du Groupe d'Appui à l'Auto-Promotion Paysanne, et bien sûr les expériences indiennes ou latino-américaines (Porto-Alegre, Villa el Salvador...). Lire **T. Genro** et **H. de Souza**, *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville*, Ed. FPH, 1998.



mation et de mobilisation des salariés et des partenaires de cette entreprise ?

Une expression des sociétés civiles sur l'économie mondiale émerge. Des actions très concrètes peuvent aussi être citées, qui montrent que la réflexion est en marche aujourd'hui au niveau des unités de production : formation des dirigeants, création de labels de haute qualité environnementale, fiscalité positive, démarche de concertation avec les riverains et les partenaires sociaux... La réorientation de l'économie vers ses finalités sociétales n'est pas une illusion, mais un chantier ; des résistances très tenaces viennent cependant le retarder.

Une ambition pour chaque homme et pour tous les peuples

Avant même le débat dans l'entreprise ou la cité, le développement, qu'il soit « humain » ou « durable », renvoie à nos propres représentations culturelles et à nos propres pratiques et comportements. La paix civile, on l'oublie trop, et le soutien à l'éducation sont les premiers leviers du développement. Le progrès technique, l'économie de marché, les mesures sociales, les législations environnementales ne garantissent pas, à eux seuls, le progrès de toute l'humanité. Le développement humain est tout autant affaire d'émancipation des groupes et des communautés, et de prise en compte plus forte, par chacun, du destin de l'autre dans ses pratiques quotidiennes. Ceci vaut à l'échelle locale comme à l'échelle internationale (3).

La dimension spatiale, temporelle et spirituelle

Enfin, au-delà de la seule dimension environnementale, à laquelle on réduit trop souvent les perspectives du « développement durable », la réflexion portant en particulier sur l'avenir du monde rural nous projette dans les dimensions de l'espace et du temps.

■ L'espace, à travers l'expérimentation de nouvelles solidarités au sein des territoires et entre les territoires (ville/campagne, Nord/Sud). À ce titre, la remise en cause des bases historiques de la politique agricole commune, dans le cadre de l'élargissement vers les pays de l'Europe de l'Est et de la Méditerranée, est un enjeu essentiel en Europe ; de même que l'attitude, et non les discours, des sociétés riches envers l'Afrique sera un test de la « priorité » qu'ils accordent au développement.

■ Le temps, à travers la prise en compte, beaucoup plus néces-

(3) L'ensemble de ces enjeux étant prioritairement pris en charge au sein d'**Economie & Humanisme** par l'axe « monde pluriel et civilisation solidaire ».

UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA RICHESSE

Sous le titre « Reconsidérer la richesse » un rapport a été remis en mars 2002 au gouvernement français par Patrick Viveret. Il figure au premier plan parmi les travaux et initiatives récents visant à repenser les modes d'appréciation du développement, et concomitamment, à faire émerger des formes de régulation des économies qui laissent ouvert le droit au développement de tous (1).

« Il s'agit de donner à ces deux facteurs de richesse majeurs que sont la vie et l'intelligence, les moyens de réaliser des potentialités aujourd'hui sous-utilisées. La première condition est de nous éveiller du « sommeil dogmatique » qui nous fait croire que le calcul de la richesse, en particulier celui du produit intérieur brut, serait objectif et indépendant de critères idéologiques et sociaux.

On ne peut traiter des indicateurs sans s'interroger sur les choix, le plus souvent implicites et étrangers au débat démocratique, qui les fondent. La question des critères (et du corps d'hypothèses qui les sous-tend) précède donc celle des indicateurs. Or les choix de représentation et de calcul de la richesse, construits à l'heure des révolutions industrielles, sont de plus en plus inadaptés aux questions majeures de nos sociétés. Les « nouveaux » facteurs de richesse placés spectaculairement sur le devant de la scène économique par la mutation informationnelle et la « révolution du vivant » que sont la vie et l'intelligence sont aussi, paradoxalement, les plus anciens. Mais la révolution industrielle n'a retenu d'eux qu'une part réduite : un travail humain déshumanisé et transférant l'intelligence aux machines d'une part, une nature réduite à n'être qu'un facteur de

production sans que l'on s'interroge sur ses conditions de renouvellement et sur les lois qui gouvernent ses écosystèmes, d'autre part. Il est donc nécessaire de replacer les fondamentaux de l'économie dans le cadre des « fondamentaux écologiques et anthropologiques » qui conditionnent sa propre viabilité.

L'objectif est moins, dans cette perspective, d'élaborer un indicateur unique comme le PIB (2) que de s'engager dans la direction d'évaluations multicritères en fonction des enjeux d'information, de connaissance ou d'action des problèmes à traiter.

Outre le temps, les indicateurs les plus robustes et les plus susceptibles d'usages multiples sont ceux qui sont les plus proches des « fondamentaux écologiques et anthropologiques » :

- indicateurs de nuisance et de destruction pour l'état des ressources vitales de la biosphère et de la planète ;

- indicateurs démographiques, de causes de mortalité, de causes de maladies les plus graves, de mise en danger de la vie physique ou psychique des humains, de causes de destruction du lien social les plus manifestes.

Ceux qui se rapprochent aujourd'hui le plus de cette perspective sont les « indicateurs de développement humain » d'une part et les « indicateurs de développement durable » d'autre part. Une synthèse serait nécessaire entre ces deux approches ».

(extraits du rapport de P. Viveret)

(1) L'Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire et la Charte des responsabilités humaines qu'elle propose ; la co-organisation à Lyon début 2002 des Dialogues pour la Terre (Communauté Urbaine de Lyon, Association Green Cross), la promotion par le Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale du « bilan sociétal » des entreprises... Lire également dans ce numéro l'analyse par Ch. Bouzols du second Forum Social Mondial de janvier 2002.

(2) Qui lui-même n'est apparemment simple et unique que sous sa forme de vulgate liée à la religion de la croissance.



saire aujourd'hui, des rythmes des communautés humaines et des délais de reconstitution des ressources naturelles ; à travers, également, la valorisation de la mémoire des hommes d'un territoire, et de leurs diversités, comme source de développement (4).

En filigrane de l'ensemble de ces démarches, la dimension spirituelle du développement peut être un lien de sens à l'ensemble de ces enjeux. Dans une démarche intérieure, de « tout l'homme », l'espace et le temps sont à géométrie variable : l'espace comme le temps peuvent paraître trop courts ou trop longs pour qui ne trouve sa réponse au fait d'être là aujourd'hui, porteur d'appels et de projets. Dans une démarche collective, de « tous les hommes », le développement se construit par la rencontre des autres et la capacité à réinventer un monde commun. La tâche est difficile, car le contexte impose une « pensée de l'hétérogène » qui dépasse tous les cloisonnements courants en vue d'un « vivre ensemble ». Il exige aussi des formes d'intervention intégrées entre local, régional, national, mondial, faisant fi des clivages entre acteurs sociaux. La tâche est difficile, mais nécessaire, exigeante, stimulante. À hauteur d'homme ; celle de sa finitude et de ses utopies qui repoussent sans cesse les limites du réel.

(4) Cf. les études et autres actions de l'axe « Le défi de vivre ensemble » d'Economie & Humanisme.

Economie & Humanisme